



# ET SI ON CHANGEAIT NOS HABITUDES



© J. DAMASE/PHOTONONSTOP/ARCHITECTES/A. SEVESTRE ET H. DAVID

**Des principaux secteurs consommateurs d'énergie, l'habitat est le plus gourmand : 23% des émissions de carbone.**

### L'image a fait le tour du monde.

Samedi dernier, de Sydney à Rio, et dans 129 villes en France, les lumières des bâtiments publics se sont éteintes une heure pour sensibiliser les opinions au réchauffement climatique. Cette action du Fonds mondial pour la nature (WWF) visait à «montrer ce qui peut arriver quand les gens agissent ensemble». Car c'est bien l'enjeu du développement durable et de la semaine qui lui est consacré à partir d'aujourd'hui : *concerner chaque individu de la planète à la sauvegarde d'un environnement menacé.*

«Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre», affirmait déjà en 2002 Jacques Chirac à Johannesburg, en Afrique du Sud. Depuis, les hommes politiques du monde entier se sont réunis, de Copenhague à Cancun, sans parvenir à un accord contraignant sur la réduction de l'émission des gaz

à effet de serre. La balle serait donc dans le camp des citoyens.

### Le logement représente un quart des émissions de CO<sub>2</sub>

Présente samedi sur le parvis de la tour Eiffel, la ministre de l'Ecologie et du Développement durable, Nathalie Kosciusko-Morizet, l'a confirmé, rappelant aux Français «que la meilleure énergie, et en plus ça tombe bien c'est la moins chère, est celle qu'on ne consomme pas». Pour progres-

ser, des efforts doivent être faits, en particulier dans trois des principaux secteurs consommateurs d'énergie. Selon le ministère de l'Ecologie, l'habitat est le plus important d'entre eux : il représentait, en 2009, 23 % des émissions de dioxyde de carbone.

Une facture énergétique qu'il est aisé de diminuer avec un chauffage, un éclairage et une gestion des déchets optimisés.

Si la France a le parc automobile le moins pollueur d'Europe, la voiture reste une source de pollution majeure.

Alors que les besoins de déplacements sont grandissants, de nouvelles manières de bouger émergent donc, notamment en milieu urbain : vélos en libre-service, auto-partage...

Enfin, grâce à une consommation plus raisonnée (elle représente aujourd'hui plus de 40 % des dépenses énergétiques des ménages), le citoyen pourrait réduire sa facture. Le développement du commerce équitable et des écolabels en est la meilleure illustration. •

**«La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas.»**

**Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Ecologie et du Développement durable**

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN CHIFFRES

### 46,1 milliards

d'euros ont été dépensés en France en 2010 pour régler la facture énergétique, soit une hausse de 19 % par rapport à 2009, selon une étude du Commissariat général au développement durable. La hausse des prix du pétrole est la principale responsable de ce montant.

du CO<sub>2</sub> dégagé en France est émis par le secteur du transport (voitures, bus, camions...), d'après le cabinet Green Inside. Le logement arrive en deuxième position avec 30 % des émissions.

### 250 000

voyageurs sont partis à travers la planète en 2010 pour faire du tourisme responsable avec des opérateurs

certifiés, soit 50 000 de plus qu'en 2009, rapporte l'association ATR (Agir pour un tourisme responsable).

nouveaux produits alimentaires avec un argument environnemental ou éthique ont été lancés entre 2008 et 2010 en France. C'est cinq fois plus qu'entre 2005 et 2007, explique [Mescoursespourlaplanete.com](http://Mescoursespourlaplanete.com).

### 51 %

des Français disent avoir adopté une consommation plus responsable, soit en optant pour des produits plus durables, soit en achetant moins, d'après le cabinet conseil Ethicity.

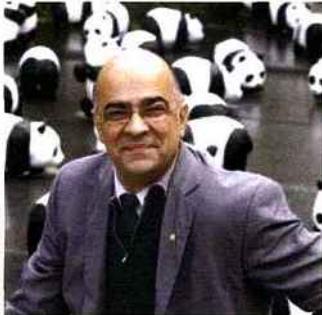
des automobilistes se déclarent éventuellement disposés à acheter une voiture électrique dans l'avenir, note le cabinet Deloitte.

### 25 000

personnes seraient adeptes de l'auto-partage en 2010, contre 12 000 en 2009.

## INTERVIEW SERGE ORRU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE WWF FRANCE

### «Tout le monde veut le changement, sauf le sien»



© P. SAURANSIPA

**Après le succès de l'opération Earth Hour** (lire ci-contre), le Fonds mondial pour la Nature (WWF) œuvre plus que jamais pour une prise de conscience du «péril climatique».

Son directeur général, Serge Ortu, appelle chacun à «s'engager».

**Des millions de personnes ont éteint leurs lumières samedi. La révolution écolo est-elle en cours ?** Earth Hour est un événement planétaire que WWF organise autour d'une idée simple : «On éteint la lumière pour y voir plus clair.» Si les monuments les plus célèbres du monde se sont éteints, c'est bien que la réflexion est en cours. Il y a encore un an, certains niaient le réchauffement climatique. On ne les entend plus. A défaut de révolution, nous vivons une transformation lente. C'est comme le printemps : il met du temps à s'installer.

**Quels sont les freins qui empêchent les citoyens de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> ?** Ce sont les forces de notre culture pro-

ductiviste. Nos émissions de CO<sub>2</sub> sont liées à notre mode de vie. Or, tout le monde veut le changement, sauf le sien. Il suffit pourtant d'un drame, comme celui que traverse le Japon, pour que chacun s'interroge sur les énergies du futur, sûres et renouvelables. Si l'on évolue par la force des catastrophes, nous devons désormais démontrer que la sobriété énergétique peut nous rendre ivre d'une nouvelle joie de vivre.

**Quelle est la priorité ?**

**Le transport, la consommation ?** Toutes ces réponses sont justes, mais il faut avant tout s'engager. S'engager dans sa famille, dans sa ville pour l'avènement d'un monde qui produira des richesses sans détruire le vivant.

### EARTH HOUR, C'EST QUOI ?

60 MINUTES sans lumière, c'est l'objectif de l'opération planétaire Earth Hour organisée par le WWF. Elle vise à sensibiliser les opinions au réchauffement climatique.

134 PAYS, soit des centaines de millions de personnes, ont éteint leurs ampoules samedi pour la cinquième édition. Un record de participation.

10 MILLIONS d'Australiens ont joué le jeu, faisant de Sydney la capitale de l'opération.

120 villes françaises, et de nombreux monuments parisiens, étaient également de la partie.

# ET SI ON SE DÉPLAÇAIT MIEUX

**Dans un environnement urbain dense**, la voiture n'apparaît plus comme le meilleur moyen de locomotion pour tous les déplacements, surtout ceux effectués seul. Encore très utilisée, notamment pour des trajets de moins de 3 km, elle pose le problème du stationnement, des embouteillages et de la consommation de carburant. Pour des déplacements plus efficaces, économiques et responsables, les villes misent sur l'intermodalité, qui permet de diversifier les modes de transport et de passer facilement de l'un à l'autre. Et chacun a ses avantages.

## L'auto-partage : pour la liberté

Apparu dans les années 1990, le concept séduit de plus en plus les urbains, qui peuvent ainsi accéder, par le biais de prestataires spécialisés à une flotte de véhicules en libre-service 24h/24 pour des usages occasionnels. Ce qui permet de s'affranchir des contraintes liées à la possession d'une voiture, comme l'entretien ou l'assurance, et de libérer de l'espace dans les villes, au niveau du stationnement.

## Le vélo :

**pour la santé**  
En créant en 2005 le système de location Vélo'V, Lyon a donné l'exemple. Depuis, la plupart des grandes villes lui ont emboîté le pas : Vélib' à Paris, VéloMag à Montpellier, Vélhop à Strasbourg... Car le vélo est particulièrement adapté aux

**La marche représente déjà 47 % des déplacements à Paris**

## Le bilan carbone de chaque mode de transport

Pour une personne et pour un km sur 1 an, en kg équivalents CO<sub>2</sub>



trajets en ville. Avec une vitesse moyenne de 15 km/h, il est aussi rapide que les voitures, en proie aux embouteillages. Et en plus d'être très économique, il permet d'entretenir sa forme physique.

## Le tramway

### et le bus : pour le confort

Remis au goût du jour dans les années 1990, notamment à Lyon et Strasbourg, le tramway est vite devenu une

solution privilégiée face à la congestion, malgré une vitesse moyenne inférieure à 20 km/h en ville. Les années 2000 marquent le succès de ce mode de transport électrique et silencieux, qui émet entre 50 et 75 décibels selon sa vitesse, contre plus de 80 db pour une voiture.

Quant au bus, encore très présent dans les centres-villes, il est un outil idéal pour faire des sauts de puce d'un endroit à un autre. Lui aussi permet de limiter considérablement les émissions de CO<sub>2</sub> par voyageur. D'autant que les

bus hybrides, électriques ou au gaz, se démocratisent dans la plupart des villes.

## La marche : pour la simplicité

Très développées à Strasbourg, Montpellier et Nancy (près de 10 km de voies), les zones piétonnes font la part belle à la convivialité et au confort acoustique. A Paris, elle est même l'un des modes de transport les plus utilisés : elle représente 47 % des déplacements dans la capitale. •

## AUTOLIB' : DES VOITURES SANS BRUIT ET SANS ODEUR À PARIS

Après s'être converti au vélo en libre-service avec Vélib', Paris change de braquet et s'apprête à passer à la voiture en libre-service, alias Autolib'.

Le dispositif, dont le lancement est programmé pour octobre prochain, s'appuiera à terme sur une flotte de 3 000 véhicules électriques ainsi que sur 1 000 stations réparties dans la capitale et dans une quarantaine de villes aux alentours. «Une première mondiale», selon la mairie de Paris, qui a confié le développement et la gestion du service au groupe Bolloré (actionnaire majoritaire de *Direct Matin*). Accessibles sur abonnement ou bien à la journée, les véhicules, équipés de quatre places, d'un GPS tactile et bénéficiant d'une autonomie de 250 km, seront loués à des tarifs à partir de 5 € la demi-heure. Comme pour Vélib', les usagers d'Autolib' pourront redéposer leur voiture dans la station de leur choix, avec en sus la possibilité de réserver leur place afin d'éviter les mauvaises surprises. Un service qui pourrait dépasser les 200 000 utilisateurs, d'après les prévisions du groupe Bolloré, et s'étendre à terme à 80 communes de banlieue. De même qu'il pourrait inspirer d'autres villes en France et dans le monde.

La Bluecar de Bolloré.



© BOLLORÉ

# ET SI ON CONSOMMAIT RESPONSABLE

## C'est un des rares secteurs qui affiche une croissance à deux chiffres.

Selon les dernières statistiques, le commerce équitable (censé garantir des revenus décents à tous les producteurs, y compris ceux du Sud) a connu une croissance proche de 10% en 2009. En 2008, son chiffre d'affaires était estimé à 300 millions d'euros, soit cinq fois plus qu'en 2003. Et cette dynamique devrait se poursuivre. Une étude du cabinet Xerfi prévoit que les produits labellisés Max Havelaar (85% du marché équitable français), doublera entre 2010 et 2015, passant de 300 à 600 millions d'euros.

Malgré la crise, le marché de la consommation engagée se développe à grande vitesse. A commencer par l'offre: les produits alimentaires représentent près des trois quarts des ventes. Par exemple, Max Havelaar comptait 2 800 produits référencés en 2008 contre seulement 125 en 2001. De nombreux secteurs suivent, à l'instar de la mode, des cosmétiques, voire du tourisme.

## Un marché de niche

Malgré ces bons chiffres, le commerce équitable reste un marché de niche. Son chiffre d'affaires est dix fois inférieur au bio. Les études montrent que les Français sont à la traîne au niveau européen: selon l'Observatoire Cetelem présenté en décembre 2010, 9% des Français déclarent acheter fréquemment des produits équitables contre 28% des Britanniques. Il existe donc des possibilités de croissance. D'autant



© F. DURAND/ISIPA

## ET DANS LE MONDE ?

3,5 MILLIARDS D'EUROS, c'est le montant total des ventes de produits issus du commerce équitable dans le monde en 2009, contre seulement 2,4 milliards d'euros en 2007.

0,1%, c'est la part que représente le commerce équitable dans le commerce mondial, selon l'organisation américaine Fair Trade Federation (FTF).

1,5 MILLION de producteurs et de travailleurs en Afrique, en Asie ou encore en Amérique latine profitent du commerce équitable, soit environ 8 millions de personnes en ajoutant les membres de leurs familles.

(Source: [www.planetoscope.com](http://www.planetoscope.com) et [www.commerceequitable.org](http://www.commerceequitable.org))

que le commerce équitable n'est plus une notion obscure: 95% des Français le connaissent, selon une étude Ipsos de juin 2009. Ils n'étaient que 9% en 2000. Et il bénéficie d'un important capital de sympathie auprès de 78% des sondés.

## Vers un logo unique ?

Mais en dépit de cette bonne image, les consommateurs restent réticents. Tout

d'abord à cause du prix. Dans les rayons, les produits équitables sont généralement plus chers que les autres. Toutefois, depuis plusieurs années, ils ont fait leur apparition dans les linéaires des grandes surfaces à moindre coût. Aujourd'hui, certains grands distributeurs ont même leur propre gamme et parfois leur propre label. C'est là le deuxième frein: le manque de visibilité.

Seuls 13% des Français ont une vision claire des labels du secteur, selon une enquête TNS-Sofres de 2010.

Face à ce constat, une Commission nationale du commerce équitable (CNCE) a été créée. Après avoir lancé un site ([www.jeconsommeequitable.fr](http://www.jeconsommeequitable.fr)), ses membres planchent pour améliorer la visibilité de ce marché. La création d'un logo unique est une piste envisagée. •

## ÉCOLABELS : L'ÉTHIQUE EST PARTOUT



NF

ENVIRONNEMENT

Ce label officiel français, créé en 1991 par l'Association française de normalisation, concerne les produits du quotidien comme les sacs poubelle, les brosses à dents... mais ni l'alimentaire ni les produits pharmaceutiques. Il offre deux garanties : la qualité du produit mais aussi un impact réduit sur l'environnement tout au long de son cycle de vie (des matières premières jusqu'au recyclage). Pour obtenir ce label, le produit doit répondre à un cahier des charges strict, résultat de négociations entre industriels, associations, distributeurs et pouvoirs publics. Il est régulièrement contrôlé par des organismes indépendants.

AGRICULTURE  
BIOLOGIQUE

Le label Agriculture biologique a été l'un des premiers écolabels, puisqu'il a été créé en 1985. Mais depuis 2009, il est régi par des standards européens. Propriété du ministère de l'Agriculture, la marque AB identifie les produits d'origine agricole pour l'alimentation humaine ou animale qui respectent, du producteur au consommateur, la réglementation et le contrôle bio : emploi d'engrais verts, lutte naturelle contre les parasites et utilisation strictement limitée de produits de fertilisation, de traitement, de stockage et de conservation. Dans le cas d'un aliment composé, la marque AB garantit un minimum de 95 % de produits d'origine bio.



COSMEBIO

Né en 2002 de la collaboration de laboratoires cosmétiques, Cosmebio est une association dont le label certifie les produits cosmétiques (crèmes, shampoings...) «respectueux de l'homme et de l'environnement». Sa charte impose au minimum 95 % d'ingrédients naturels ou d'origine naturelle et un maximum de 5 % d'ingrédients de synthèse, mais aussi d'autres critères (elle interdit par exemple les tests sur animaux). La mission de Cosmebio n'est toutefois ni le contrôle ni la certification des cosmétiques : le produit doit passer le contrôle d'un organisme indépendant (comme Ecocert).



FSC

Le label Forest Stewardship Council (FSC), créé en 1993 et reconnu par beaucoup d'ONG comme WWF et Greenpeace, vise à lutter contre la surexploitation des forêts. Il assure la traçabilité des produits à base de bois (comme un meuble, du parquet) provenant de forêts certifiées FSC, ayant une gestion responsable. Cette certification intègre trois volets (économique, social, environnement) et inclut le respect du droit des peuples indigènes à la propriété et la gestion de leurs territoires. 18 000 hectares de forêt étaient certifiés FSC en France fin 2010. Un label forestier européen - le PEFC - existe mais il reste moins exigeant.

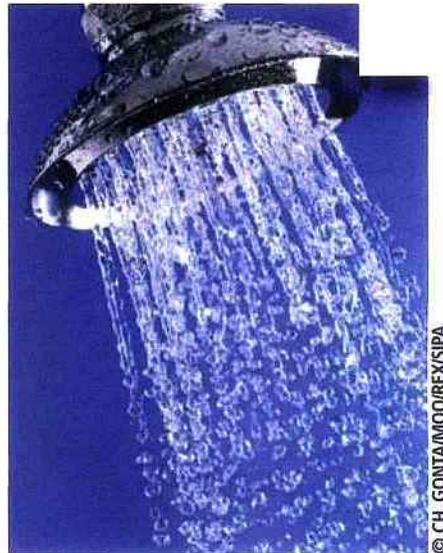
# ET SI ON HABITAIT DIFFÉREMMENT

**Les petits gestes aussi servent les grandes causes.** Aujourd'hui, en France, les ménages consomment près de la moitié de l'énergie produite sur le territoire pour leurs besoins domestiques. Participer au développement durable commence donc chez soi. Malgré une prise de conscience collective certaine, ces dernières années, des enjeux liés au réchauffement de la planète, le passage à l'acte demeure laborieux. Pourtant, en modifiant son comportement ou ses choix d'investissements, chacun possède une vraie marge de manœuvre pour réduire sa

consommation d'énergie. Et ce sans renoncer au confort de son habitat. Le chauffage, l'éclairage, la consommation d'eau, le tri des déchets ou les équipements qui composent l'habitat moderne constituent autant de domaines clés dans lesquels il n'est pas compliqué d'agir. Certains sont même l'objet d'incitations mises en place par les pouvoirs publics pour accélérer le mouvement. Rappel de quelques gestes de base qui peuvent permettre des économies non négligeables. Pour la planète et pour votre portefeuille. •

## LA MAÎTRISE DE L'EAU

**Le conseil est connu : une douche divise par trois (60 contre 200 litres en moyenne) la consommation d'eau d'un bain. Pour faire la vaisselle, un évier à demi rempli suffit. Un récupérateur d'eau placé sur la gouttière de la maison permet de profiter de l'eau de pluie. Les économiseurs, installés sur les robinets et sous la douche, divisent par deux le débit sans en donner l'air. Sous la douche, toujours, un dispositif d'arrêt permet de faire une pause pour se savonner, puis de reprendre avec un jet et une température identiques.**



© CH. GONTAIMMOUREX/SIPA

## UN ÉCLAIRAGE ÉCONOME

**Si le conseil le plus basique – et efficace – reste d'éteindre les lumières quand on quitte une pièce, la technologie est venue au secours du rendement. Pour réduire sa consommation d'électricité, il est possible de remplacer les lampes à incandescence classique par des lampes basse consommation. Ces dernières ont une durée de vie dix fois supérieure et consomment cinq fois moins d'électricité. Pour les couloirs ou les espaces extérieurs, les détecteurs de présence ont prouvé leur fiabilité.**



© CLOSON/ISOPHYSIPA

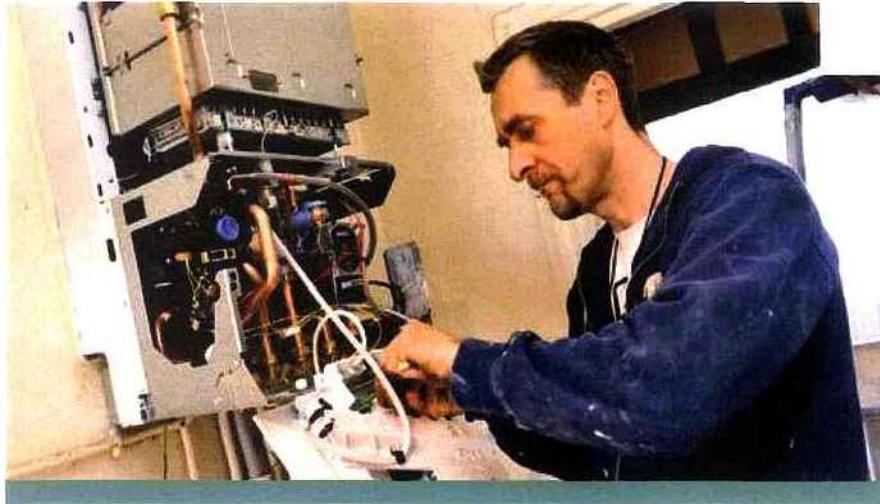
## DU TRI ET DES ACHATS RAISONNÉS

**Sachant qu'un habitant produit en moyenne 1 kg de déchets ménagers par jour, chaque geste pour les réduire compte. Le premier d'entre eux consiste bien sûr à les trier. Le verre, recyclable à 100 %, les briques alimentaires, les cartons et les plastiques doivent être mis à part. Au niveau des achats, privilégier les piles rechargeables et les produits concentrés ou en grande contenance. Un tiers des déchets ménagers peut également être composté : coquille d'œuf, épluchures, essuie-tout donnent un compost sain et bon pour le jardin. Il est utile, enfin, de ramener les médicaments périmés à la pharmacie.**



© CHAMUSSY/SIPA

## UNE TEMPÉRATURE ADAPTÉE



© M. CASTRO/JURBA IMAGES SERVER

Chaque foyer dépense 70 % de son énergie domestique en chauffage. Les possibilités d'économies sont donc multiples dans ce domaine. Par exemple, faire varier la température ambiante de seulement un degré peut entraîner un surcoût énergétique de 7 % ! 19 °C dans un séjour et 17 °C dans une chambre suffisent en hiver. Le bon état de la chaudière sera l'autre moteur d'une consommation responsable. L'État s'est impliqué avec une prime à la casse des chaudières vétustes à hauteur de 250 euros. Il existe aussi la possibilité d'une régulation par thermostat en fonction de la température extérieure : ce système peut faire diminuer de 25 % la consommation de la chaudière en cas de bonne isolation.

## DES APPAREILS MOINS GOURMANDS

Eteindre télévision, lecteur DVD et autres appareils de salon plutôt que les laisser en veille est un premier pas souvent négligé. Pour les lave-linge et lave-vaisselle, outre le fait de les utiliser en heures creuses pour payer moins cher, il est important à l'achat de regarder «l'étiquette énergie». Une machine étiquetée A consomme jusqu'à trois fois moins d'énergie qu'une G.



© LELLUCH/WPANSIPA